

# Refusons la fermeture de quatre usines Renault !

Selon des informations de presse non démenties à ce jour, quatre usines Renault sont aujourd'hui menacées de fermeture : Choisy-le-Roi, Dieppe, les fonderies de Bretagne et Flins. Plus de 5000 emplois sont directement menacés auxquels s'ajouteraient des milliers d'emplois indirects.

La préparation de ces mesures date d'avant l'épidémie. « Aucun tabou » sur les fermetures d'usines, avait osé affirmer, au début de l'année, la nouvelle direction de Renault, choisie par le gouvernement pour succéder au patron escroc Carlos Ghosn.

Comble du cynisme criminel : Renault a fait redémarrer l'usine de Flins, aujourd'hui menacée, parmi les premières usines automobiles de montage en France en pleine épidémie.

Les milliards d'euros que le gouvernement s'apprête à consentir pour recapitaliser Renault en bourse sont bien soumis aux conditions de compétitivité fixées publiquement par le ministre Le Maire. Preuve en est apportée.

Avec quatre usines menacées de fermeture, une attaque d'ampleur inégalée est en cours. La direction de Renault et le gouvernement croient pouvoir tabler sur la désorganisation pratique du mouvement ouvrier qu'a entraînée le confinement. Il faut lui apporter une réponse à la hauteur de l'enjeu pour le faire reculer.

Les travailleurEs des usines Renault menacées doivent bien sûr recevoir le soutien le plus large. Mais cela ne suffira pas. C'est tout le mouvement ouvrier et social qui doit s'engager pour empêcher ces usines de fermer et pour garantir l'emploi. Le NPA appelle au rassemblement et aux initiatives indispensables au plan national pour pouvoir gagner.

Revendiquer l'interdiction des licenciements, refuser la fermeture des usines et garantir l'emploi, c'est refuser la loi du profit qui choisit ses productions, délocalise et détruit des usines en fonction de ses seuls intérêts. C'est à l'intérêt collectif qu'il s'agit de penser, et non à celui des actionnaires, en défendant les emplois et en envisageant collectivement les possibles reconversions, autour de nouvelles activités utiles à la population et permettant de sortir du tout-auto.

Cela implique d'envisager réquisitions et expropriations, et donc de s'opposer frontalement à un capitalisme prédateur dont les les salariéEs de Renault font aujourd'hui les frais. TouTEs ensemble à leurs côtés !

*Le NPA65, Tarbes, le 22 mai 2020*